

MAERSK LINE AGENCY CAMEROON
2 Maersk Place Zone UDEAC Bonanjo
B.P. 12414 DOUALA
Tél. (237) 233 50 05 00 / Fax (237) 233 50 05 05
Reçu le _____
Nom _____
Signature _____
19 MAR 2021

**Monsieur le Directeur Général de
GROUPE MAERSK
Douala –Cameroun**

Nos réf. : GAC/KI/021/074

Douala, le 19 Mars 2021

Objet : Accompagnement à la mise en place du système
de gestion sécurisée, de comptabilisation et de conservation
des titres dématérialisés.

Monsieur le Directeur Général,

Depuis quelques années, la zone CEMAC s'active à s'arrimer aux bonnes pratiques en matière de financement des entreprises à coût acceptables.

C'est dans ce cadre que plusieurs décisions ont été prises par les instances régionales et nationales pour implémenter des solutions pragmatiques au profit des opérateurs économiques.

L'une des décisions qui occupe l'actualité des sociétés anonymes est la mise en œuvre de L'acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE en ses articles 744-1 consacre l'obligation d'inscription en compte des valeurs mobilières. La loi du 23 avril 2014 oblige les SA à dématérialiser les valeurs mobilières physiques. Ainsi, les actions vendues ou achetées vont circuler par des écritures comptables et des virements d'un compte des valeurs mobilières à un autre. Pour ce faire, les valeurs mobilières numérisées sont centralisées auprès du dépositaire central qui est aujourd'hui la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

Le but de cette opération consiste non seulement à donner un dispositif juridique relatif au transfert des propriétés mais aussi de permettre à l'actionnaire de suivre plus aisément ses titres. Le processus de dématérialisation a été découpé en trois étapes progressives :

- Etape 1 : Inscription en compte des sociétés émettrices ;
- Etape 2 : Dématérialisation des certificats physiques d'actions ;
- Etapes 3 : obligation de tenue des comptes titres dématérialisés.

Un dispositif de sanctions a été mis en place par la loi de finance 2019 pour toutes les sociétés émettrices qui ne se soumettraient pas à l'obligation de codifier et d'inscrire en compte leurs titres financiers. Le délai de mise en conformité des entreprises est fixé pour le 30 avril 2021.